

recommandations est bien fondée. Mon seul reproche, c'est que le comité ne soit pas allé assez loin. Il s'est restreint à l'aspect humanitaire de la question et n'a pas suffisamment insisté sur les moyens à prendre pour remédier au problème politico-militaire. L'amendement proposé par le député de Fundy-Royal cherchait à donner du corps au rapport, insuffisant en soi.

Il y a quelques années, quand l'Inde et le Pakistan étaient en guerre—et c'était une guerre—la question s'est réglée quand ceux qui fournissaient des armes ont décidé de cesser leurs envois. Dans le conflit au Nigéria, je crois que le Canada devrait faire pression ou user de son influence auprès de la Grande-Bretagne, de la Russie, de la France et du Portugal pour qu'ils cessent les expéditions d'armes aux deux côtés. Je pense que notre influence devrait s'exercer dans ce sens, et je suis certain que nous aurions l'opinion mondiale pour nous.

Nous devons également exercer des pressions auprès du Commonwealth. Je suis convaincu que les pays du Commonwealth, surtout ceux d'Afrique, sentent qu'ils devraient faire montre de plus d'initiative. Certains disent que c'est sans espoir, car les membres de l'Organisation de l'Unité africaine ne s'entendraient pas sur les mesures à prendre. Vingt-neuf membres appuient le gouvernement militaire du Nigéria et quatre, les sécessionnistes biafrais. Si le secrétariat du Commonwealth a l'influence qu'on lui prête, il pourra en fin de compte faire plus que le Canada seul. Nous devrions convaincre le secrétariat d'agir.

**L'hon. M. Sharp:** Nous y travaillons.

**M. Thompson (Red Deer):** Certains disent que les Nations Unies n'auraient pas dû intervenir au Congo ou en Corée. Le fait est que les Nations Unies ont refusé d'agir dans ces questions tant que le consensus favorable à l'action n'a pas été obtenu. Dans le cas de la Corée, les États-Unis se sont joints aux autres pays membres de l'ONU. Dans ces questions, la politique des Nations Unies a produit des résultats. Quand les résultats ont été favorables, le mérite est retombé sur les Nations Unies, mais on a imputé les échecs non seulement aux Nations Unies même, mais aux pays membres.

**Une voix:** Comme en Tchécoslovaquie.

**M. Thompson (Red Deer):** C'est tout autre chose. La différence entre la situation qui existe en Tchécoslovaquie et celle qui existe au Nigéria et au Biafra est la même qu'entre le jour et la nuit.

En terminant mes remarques, j'aimerais dire que le Canada devrait faire bien plus qu'il ne fait, et que le gouvernement canadien devrait s'efforcer plus activement de mettre fin à la guerre. Nous devons accorder de l'aide de façon humanitaire, mais chercher en même temps de faire cesser le conflit militaire. Si nous pouvons faire appel à l'opinion publique et influencer diverses nations en faveur de mesures visant à mettre fin à cette tragédie, nous aurons, à mon avis, rendu un service à l'humanité et contribué à la paix mondiale. De nombreux canadiens pensent que nous devrions faire des efforts dans ce sens. Si nous ne le pouvons pas, quel espoir y a-t-il pour la paix dans le monde?

Monsieur l'Orateur, j'aimerais signaler qu'il est sept heures.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Le temps de parole du député est écoulé.

Comme il est sept heures, je quitte maintenant le fauteuil.

(La séance est suspendue à 7 heures.)

### Reprise de la séance

La séance est reprise à 8 heures.

**M. Ralph W. Stewart (Cochrane):** Monsieur l'Orateur, dès le début des audiences du comité des affaires extérieures et de la défense nationale sur la question du Nigéria et du Biafra, je me suis fait un point d'honneur, au comité, d'insister sur le fait qu'il nous fallait examiner la question sous tous ses aspects si on voulait en arriver à une appréciation complète et impartiale. Dès le début des audiences, il était manifeste que les opinions jusque-là n'étaient pas impartiales. On nous présentait des rapports sur le point de vue biafrais, d'autres sur le point de vue fédéral. Mais on ne nous en a jamais soumis qui exposaient à fond les deux côtés de la question. Voilà pourquoi j'ai recommandé au comité que quelques-uns de nos membres se rendent en Afrique pour y étudier le problème sous tous ses aspects.

J'ai eu le privilège d'aller au Nigéria et au Biafra et de passer environ deux semaines en Afrique. Je ne tenais pas à ne voir qu'un côté de la médaille et j'ai insisté pour aller examiner la situation du côté fédéral. Je ne voulais pas revenir au pays avec une opinion unilatérale et partielle.

Il n'y a pas de doute que la situation au Biafra est pénible; elle vous émeut jusqu'aux larmes. Je n'ai pas honte de dire que j'ai pleuré au Biafra; pleuré lorsqu'un garçonnet